

MALGRÉ LA DIMINUTION DES IMPORTATIONS DURANT LES NEUF MOIS DE L'ANNÉE 2016

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 15 milliards de dollars

Alors que les importations de l'Algérie ont diminué de 11,09% pour s'établir à 35,08 milliards de dollars américains, ses exportations ont reculé à 20,04 milliards de dollars, soit une baisse de 25,57%. Ce qui donne un déficit commercial de 15,04 milliards de dollars durant les neuf mois de 2016.

Selon les données du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis), les exportations ont reculé à 20,04 milliards de dollars lors des neuf mois de 2016, perdant un quart de leur valeur comparativement à la même période de 2015 (-25,57%). Quant aux importations elles se sont établies à 35,08 milliards de dollars, soit une baisse de 11,09%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations d'à peine 57% contre 68% pour la même période de l'année 2015.

En effet, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger avec une part de 93,73% du volume global des exportations. Et si la diminution des importations n'a pas pu stopper le déficit commercial de l'Algérie qui s'aggrave d'année en année à cause de la dégringolade des prix du pétrole, c'est parce que l'Algérie n'exporte presque rien hors hydrocarbures. Avec seulement 6,27% du volume global des exportations, soit 1,25 milliard de dollars, les exportations hors hydrocarbures demeurent marginales. D'autant qu'elles ont enregistré une baisse de 13,31% par rapport aux résultats des neuf premiers mois de 2015.

Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, précisent le Cnis, sont constitués de «demi-produits» d'une valeur de 936 millions de dollars. Les biens alimen-

taires viennent en seconde position avec une part de 1,04%, soit 208 millions de dollars suivis par les pro-

duits bruts avec la part de 0,30% soit en valeur absolue 61 millions de dollars, et enfin les biens d'équipement industriels et biens de consommations non alimentaires avec les parts respectives de 0,19% et 0,06%.

Il convient, en tout cas, de signaler, que pour ce qui est des importations, la plupart des produits ont enregistré des baisses durant cette

période des neuf mois de 2016. Les plus significatives sont celles des véhicules dont l'importation a diminué de 58,66%, le lait dont l'importation a diminué de 25,73% et les céréales dont l'importation a diminué de 23,18%. L'on note la hausse des importations des tubes, tuyaux et profilés creux en fer ou en acier de 84,56%, du sucre de 15,32%, les huiles destinées à l'industrie ali-

mentaire de 8,45% et des médicaments de 7,54%.

Dans le top cinq des principaux clients de l'Algérie, l'Italie vient en tête, suivie respectivement par l'Espagne, la France, les Etats-Unis et le Canada. La Chine vient en tête des fournisseurs de l'Algérie, suivie de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de l'Allemagne.

R. N.

VERDICT REMPORTÉ PAR SONATRACH DANS SON PROCÈS CONTRE REPSOL

Une référence pour d'éventuels partenaires contestant l'esprit de la TPE

Le verdict remporté par Sonatrach dans son procès contre Repsol dans l'affaire de la taxe sur les profits exceptionnels (TPE) est un antécédent majeur dans les annales de Sonatrach et du pays. En effet, depuis l'instauration de la TPE en 2006, c'est la première fois que l'Algérie obtient gain de cause, auprès des juridictions internationales, sur ce brûlant sujet, relève à juste titre Ali Kefaifi, ancien conseiller au ministère de l'Energie et consultant.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Après avoir failli dans les négociations à l'amiable, la compagnie espagnole a lancé une procédure d'arbitrage pour contester l'application de la TPE, introduite par Chakib Khelil en 2006 lors de la modification de la loi sur les hydrocarbures», relève M. Kefaifi.

A partir de 2005, le prix du pétrole s'envolait pour la première fois pour atteindre les 100 à 150 dollars par baril après 2008, d'où en 2006, l'idée

algérienne de demander aux partenaires de partager le surcroît de profit et d'actualiser fiscalement la loi de 1986 (la 86-14) en rajoutant une «brique à l'édifice juridique» avec la TPE, a expliqué M. Kefaifi.

Ce faisant, l'Algérie ne faisait que «copier» et reprendre les TPE américaines et d'ailleurs mises en œuvre aux Etats-Unis durant dans les années 1990. «Le problème n'est pas de nature de droit minier (taxes sur les superprofits), d'économie pétrolière, de technologies ou autre. Il s'agit de la souveraineté même d'un pays, hier les Etats-Unis, aujourd'hui l'Algérie», a encore relevé notre interlocuteur. Et d'ajouter : «En juillet 2006, pour recouvrer la plénitude de sa souveraineté sur ses ressources minières, l'Algérie avait, à l'instar des Etats-Unis en 1980-1990, édité une réglementation avec l'objectif de partager avec les multinationales pétrolières leurs superprofits dès lors que le prix du pétrole dépassait 30 dollars/baril.

Les économistes pétroliers, dont ceux du ministère algérien de l'Energie (1964-1997), savaient que la rentabilité des projets pétroliers était excellente avec un prix du pétrole supérieur

à 30 dollars (taux de rentabilité ou TRI supérieur à 15 ou 20%).» Aussi, Ali Kefaifi rappelle que le «gouvernement algérien avait souverainement décidé, à l'instar de la première puissance pétrolière mondiale, de faire valoir son droit international, de partager le profit sur les excédents inattendus de prix. L'Algérie-Nation, hors Etat rentier, ne sera pas dupe».

L'expert Francis Perrin estime, pour sa part, que c'est une victoire incontestable pour la Sonatrach dans ce différend qui l'opposait à la société espagnole Repsol et à ses partenaires coréens, Samsung C&T et SK Innovation.

Pour la compagnie nationale, cette sentence arbitrale «est bonne d'un point de vue juridique et financier, bien sûr, mais aussi en termes de crédibilité et de communication, ce qui n'est pas sans importance. Et, c'est bon aussi pour le moral».

De son côté, l'expert Saïd Beghoul estime que ce verdict sur la TPE, premier du genre avec Repsol, va pouvoir servir de référence pour d'éventuels partenaires contestant l'esprit de cette taxe.

Y. D.

UN RESPONSABLE DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ HIER

La pêche au corail reprendra en 2017

Les opérateurs bénéficiaires de concession pourront reprendre la pêche au corail en 2017, le taux d'avancement des préparatifs juridiques et pratiques ayant atteint 90%, a indiqué un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

«Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, a fixé aux cadres de son département l'année 2017 comme dernier délai pour lancer l'exploitation du corail et fin 2016 pour le parachèvement du cadre juridique», a déclaré le directeur général de la pêche au ministère, Taha Hamouche, dans un entretien à l'APS.

La direction a reçu des instructions «fermes» à l'effet de respecter les délais fixés pour lancer l'exploitation de cette richesse dont la pêche est suspendue depuis 2001.

Cette activité sera lancée pour «renforcer l'économie nationale par d'autres revenus hors hydrocarbures dans le cadre de la politique de l'Etat visant à diversifier l'économie à travers tous les secteurs, dont la pêche et les ressources halieutiques», a-t-il précisé.

Les responsables du secteur ont pour objectif d'organiser la filière et relancer la pêche pour «préserver et protéger cette richesse de la pêche illicite».

Les études techniques réalisées dans ce cadre affirment que «l'Algérie figure parmi les rares pays qui disposent d'importantes quantités de cette ressource», selon M. Hamouche.

Cette richesse sera un appui économique dans la mesure où elle permettra de créer de nouvelles opportunités de travail, d'une part, et de nouvelles ressources pour le Trésor public d'autre part.

Concernant les mesures juridiques prises dans le cadre de la reprise de la pêche au corail, un décret exécutif n°15-213 fixant les modalités et conditions de pêche au corail a été promulgué en date du 26 août 2015. Ce dernier renferme 25 textes réglementaires répondant à des normes scientifiques et études spécifiques.

Ces textes comprennent 21 textes d'application et 4 arrêtés interministériels, a précisé M. Hamouche, soulignant que ce cadre juridique fixait les conditions et modalités d'exploitation, à savoir la durée, les moyens utilisés, les

périodes, les normes scientifiques et techniques relatives à la nature du corail ainsi que les plongeurs professionnels chargés de la pêche et de la formation.

Selon le même responsable, la durée d'exploitation de la concession en matière de pêche au corail est de 5 ans au maximum, au bout desquelles les périmètres d'exploitation seront fermés et mis en jachère pour une période minimum de 20 ans.

Pour le quota annuel maximum autorisé par concession, il est au prorata du nombre de concessionnaires admis, sans toutefois dépasser 3 000 kg par périmètre d'exploitation.

La pêche au corail est ouverte successivement par un système de rotation dans deux zones (Est et Ouest), organisées en deux périmètres à raison de 30 concessionnaires par périmètre au maximum.

La zone Est couvre le littoral de la wilaya d'El Tarf (30 concessionnaires). Quant à la zone Ouest, elle comprend les wilayas de Skikda et de Jijel (15 concessionnaires pour chaque wilaya).

Le débarquement du corail pêché dans les périmètres d'exploitation s'effectue au niveau des ports d'El Kala, de Annaba, de Boudis (Jijel), de Béjaïa, de Stora (Skikda), de Dellys, de Ténès, de

Mostaganem et de Beni Saf. Le décret définit les conditions et modalités d'exploitation des ressources biologiques par la plongée sous-marine professionnelle.

Après chaque opération de pêche, le capitaine du navire est tenu de remplir un registre de plongée coté et paraphé par l'administration maritime locale, retraçant les différentes plongées effectuées, les profondeurs atteintes, la durée de la plongée, les coordonnées géographiques et les quantités approximatives du corail pêché.

Après déclaration sommaire du corail pêché, l'agent de l'administration maritime locale procède au scellé du corail dans une malle métallique, selon le même responsable.

Pour s'assurer de la traçabilité de cette ressource naturelle et lutter contre son trafic, des mesures ont été fixées par la loi. Les concessionnaires sont tenus au strict respect de ces mesures.

Le concessionnaire soumet une demande à l'Agence nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture (ANDPA) pour l'obtention d'un document intitulé «titre de propriété», qui lui est remis après la réunion de la commission locale d'identification du corail relevant de l'Agence.

Le directeur de la pêche au ministère a précisé que le «titre de propriété» permettait au concessionnaire de vendre le corail aux enchères, première étape de la «traçabilité du corail».

Le décret exécutif n°15-231 stipule que «le concessionnaire est tenu de vendre 70% du corail pêché à Agenor, relevant du secteur de l'industrie et des mines, qui achète la quantité en contrepartie d'une somme d'argent fixée de commun accord».

L'agence se charge de la vente du corail aux artisans et aux transformateurs à travers le territoire national.

L'ANDPA a pour mission le contrôle et l'accompagnement des pêcheurs et des plongeurs professionnels dans cette activité à travers ses directions de wilaya.

Le décret interdit l'exportation du corail brut, a indiqué le responsable.

La loi amendant et complétant la loi 01-11, relative à la pêche et à l'aquaculture, amendée en 2015, prévoit la reprise des activités de la pêche du corail de manière «rationnelle» avec un durcissement des sanctions liées à la pêche illégale du corail. La pêche du corail est interdite depuis 2001 en vertu d'un décret exécutif.

APS